

Ferme Delsamme : action entre utopie et réalité

Kenjiro Muramatsu

Doctorant en Sociologie

en cotutelle Université de Liège / Université de Haute-Alsace (France)

Pourquoi le maraîchage bio et la vente des paniers pour lutter contre le chômage et l'exclusion sociale ? Quelle est la raison de l'investissement de l'autorité publique dans un tel secteur d'activité si rare et non forcément lié à un secteur d'emploi classique et stable ? Telles étaient mes interrogations de départ pour démarrer mon enquête de terrain de trois mois (avril – juin 2009) dans le cadre d'une thèse en sociologie que je suis en train de préparer.

L'EFT Ferme Delsamme, lancée en 2002, abrite aujourd'hui quatre formations d'insertion socio-professionnelle gérées sous l'égide du CPAS de La Louvière, et fournit à la population locale une quantité conséquente de biens et services (près de 250 paniers de légumes distribués par semaine et demandes saturées des services d'entretien des espaces verts). Un projet qui a déjà abouti à un stade conséquent, mais toujours « en mouvement » et en quête de sens avec d'innombrables tâtonnements. Je vais dégager dans ce texte quelques perspectives personnelles suite à un mois et demie d'intégration dans cette « vie » de l'entreprise menée en tant qu'« observateur-participant ».

Implication de l'activité de maraîchage bio : secteur rare, mais prometteur ?

Le maraîchage bio est plutôt rare parmi les autres options d'insertion généralement proposés dans les secteurs tels que bâtiment, entretien des espaces verts, nettoyage, ramassage des déchets etc. Et la nature du travail de maraîchage est relativement différente de celle des autres, car ils consistent plus à la maîtrise technique du travail : dans un objectif collectif de travail recherché en qualité et en quantité, le travail de maraîcher est plus lié au contact avec la nature, à la vie alimentaire et aux compétences de travail individualisées, ce qui renvoie inévitablement à la maîtrise personnelle du travail. Ce qui constitue un atout intéressant en termes de resocialisation par le travail.

Aujourd'hui, en ces temps de crise, ce secteur paraît économiquement prometteur, car « *il y a partout les récessions mais sauf le secteur de l'alimentation de qualité* » (François Castagna, Coordinateur, lors d'une réunion de l'équipe). Ainsi, le nombre des demandes pour les paniers ne cesse d'augmenter avec une liste d'attentes de plus en plus difficile à gérer ! Et le fait de distribuer directement les produits bio et frais aux clients implique dans le travail à la fois un sens du service et une éthique dont les stagiaires peuvent être fiers : « *On fait le bien à l'humanité ! Il y a ceux qui mangent ce qu'on fait, hein.* » (stagiaire) D'où la source de motivation des stagiaires et leur valorisation.

Puis, sur le travail de maraîchage bio, il y a également « *tout ce qui tourne autour (de l'activité de maraîchage)* » (Christian Damanet, Coordinateur pédagogique) dont notamment la relation de respect et de confiance entre les stagiaires, et entre les stagiaires et les personnels de l'équipe. Je constate également à tous les moments de travail avec les stagiaires, une sorte de bonne ambiance de coopération où la sociabilité et la norme de travail doivent se renouer et se maintenir : « *Moi, je travaille comme si c'était pour moi, mais je rigole aussi avec les autres !* » (stagiaire) Puis, les responsables de l'assistance sociale et pédagogique constituent les référents, les « *parents des stagiaires* » (C. Damanet) dans l'espace de la Ferme. Ce qui fait que la Ferme est un espace à la fois de convivialité et de règle à respecter (pas de violence, ni d'agression...) avec son enceinte carrée revêtant un « *sens symbolique* » (Idem.) Et ce sens implique une épreuve implicite pour les stagiaires où « *un moment donné, ils s'en vont, s'ils n'adhèrent pas (à cette règle)* » (Idem.)

Diversité des stagiaires

Le projet se base sur une volonté de la commune de La Louvière qui tente de combattre les stéréotypes récurrents portés sur son territoire avec ses « cas sociaux », « délinquants » etc. qui peuvent faire frein autant à l'épanouissement personnel de la population qu'à la redynamisation urbaine. Cette volonté se confronte évidemment à l'« *héritage lourd de l'industrialisation* » (un personnel du CPAS) et à la crise industrielle (mines, sidérurgie et faïencerie) ayant généré un taux de chômage élevé et constituant également la difficulté de reconversion économique.

Dans le contexte actuel, entre la politique d'activation des chômeurs menée par pression et sanction, et la politique d'insertion des allocataires sociaux menée par incitation et accompagnement, la commune est appelée à déployer ses mesures pour l'égalité des chances de sa population « en difficulté ».

Mais le public accueilli par l'EFT est loin d'être homogène : il comprend les bénéficiaires du revenu d'intégration, les article 60 § 7 et les chômeurs. Puis, contrairement à l'image générale, le projet ne concerne pas seulement les jeunes déscolarisés : les âges des stagiaires sont assez variés (19 ans, la vingtaine, la trentaine et la quarantaine...) Ce qui fait varier également leurs parcours scolaires et professionnels (dessin, menuiserie, horticulture, entretien des espaces verts, restauration, bâtiment etc.)

Le trait commun aux stagiaires, par contre, relève d'une volonté de « se sortir » d'une situation précaire où il faut chercher le travail « de gauche à droite », et d'« apprendre un métier » dans lequel chacun(e) peut retrouver ses goûts et compétences. Leur source de motivation et de responsabilité peut souvent relever d'un projet familial : « *Maintenant, il faut travailler, parce que maintenant j'ai ma petite fille* » (stagiaire) ; « *Mon projet est d'avoir un contrat de travail stable et de m'installer avec ma copine après* » (stagiaire).

Efforts des personnels de l'équipe

Une EFT gérée par un CPAS, relativement rare en Wallonie, est souvent issue d'une « *motivation des personnes* (de l'organisme concerné) » (Bénédicte Couez, coordinatrice sociale) prenant l'initiative de son lancement, plutôt que de l'ordre impersonnel et centralisé des pouvoirs publics. Le projet de la Ferme Delsamme en est le cas : Jacques Gobert, ex-Président du CPAS de La Louvière et Bourgmestre actuel, a pris l'initiative pour son lancement en 2002 en s'appuyant sur une « *nouvelle identité* » de la politique sociale du CPAS « *conforme à la personnalité de la population* » et « *contre la ghettoisation des services d'insertion* » (propos du président au conseil communal)

Cette impulsion se reflète également dans les motivations des personnels de l'équipe qui situent le projet dans une nouvelle dynamique du territoire qui implique un « *changement de mentalité* » (B. Couez) et où « *ça bouge (à La Louvière), au delà des stéréotypes* » (Frédéric Della Libera, coordinateur technique).

Mais cette dynamique ne doit pas disperser les débouchés de l'action : si le projet nécessite une articulation de compétences différentes (assistance sociale, pédagogie, agronomie, comptabilité, marketing, animation, communication etc.), une « *monographie des fonctions* » de la Ferme où « *chacun sait qui fait quoi* » selon F. Castagna, ne doit pas faire oublier l'essentiel que « *sans stagiaire, on n'existe pas* » (Florence Félix, agent administratif) et que l' « *on travaille pour les stagiaires* » (F. Della Libera) Et là, ce sens du projet implique également une épreuve implicite pour ces personnels où « *si on comprend pas le projet, il faut partir* » (F. Félix).

La Ferme, un espace « hétérotopique » ?

En vivant cet espace rempli de projets de société (vers un monde socialement et écologiquement juste) et d'individus (vers une vie économiquement stable et en dignité) avec des compétences différentes et des équipements réels (matériels et techniques), je commence à réaliser que la Ferme constitue une sorte d'espace qualifié de « hétérotopique » par le philosophe Michel Foucault¹, où une utopie se concrétise dans une partie « autre » de la société.

¹ Michel Foucault, Dits et écrits 1984, Des espaces autres (conférence au Cercle d'études architecturales, 14 mars 1967), in Architecture, Mouvement, Continuité, n°5, octobre 1984, pp. 46-49. « *Il y a également, et ceci probablement dans toute culture, dans toute civilisation, des lieux réels, des lieux effectifs, des lieux qui ont dessinés dans l'institution même de la société, et qui sont des sortes de contre-emplacements, sortes d'utopies effectivement réalisées dans lesquelles les emplacements réels, tous les autres emplacements réels que l'on peut trouver à l'intérieur de la culture sont à la fois représentés, contestés et inversés, des sortes de lieux qui sont hors de tous les lieux, bien que pourtant ils soient effectivement localisables. Ces lieux, parce qu'ils sont absolument autres que tous les emplacements qu'ils reflètent et dont ils parlent, je les appellerai, par opposition aux utopies, les hétérotopies* » Pour cette idée de l'hétérotopie, je dois surtout à Denis Schneuwly, jardinier social à Genève, qui me l'avait évoquée pour repenser les jardins sociaux contemporains.

C'est un espace qui, certes fragile et ambivalent, se construit par des compromis entre l'utopie et la réalité, entre la liberté et la norme, mais également de consolidation d'un bien commun « à tenir » avec des rapports de confiance. Et ceux-ci, car basés sur une valeur partagée créant une « limite » (C. Damanet) dans la relation entre les personnes, permettent même d'avancer des réflexions critiques sur leur situation. Ainsi, « dans et par » cet espace, une lutte se concrétise contre le cercle vicieux d'exclusion sociale.